

économiques. Le Canada croit fermement en un régime commercial qui obéit à des règles acceptées de tous; seules les grandes puissances économiques, en effet, échapperaient aux effets néfastes et à la confusion générale qu'engendrerait l'absence de telles règles.

Le Canada se sert aussi des sommets pour discuter de questions qui occupent une place importante dans la vie nationale. En 1991, par exemple, très préoccupé par l'état des pêches, il a obtenu des membres du G-7 qu'ils émettent une déclaration vigoureuse en faveur de la protection des ressources biologiques marines.

Peu de décisions concrètes sont prises lors des sommets du G-7. Ceux-ci, en effet, servent plutôt à fixer les priorités internationales. Les participants peuvent s'y renseigner quant aux interrelations de leurs économies, avoir des échanges francs, évaluer leurs priorités réciproques et coordonner leurs stratégies pour venir à bout des problèmes politiques et économiques. Cette action concertée du G-7 inspire confiance aux entreprises, aux gouvernements et aux consommateurs à travers le monde. Au Canada, la stabilité engendrée par les sommets a un impact majeur sur chacun des grands secteurs l'économie.

Les sommets s'inscrivent dans un ensemble de consultations du G-7, y compris les rencontres que

HISTORIQUE DES SOMMETS

La gamme des questions abordées au cours des 20 derniers sommets est très variée. Alors que les premières rencontres portaient essentiellement sur les séquelles du choc pétrolier, dès le sommet de 1980 les dirigeants inscrivirent pour la première fois à l'ordre du jour un dossier politique, soit l'invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique.

« Dans le passé, les dirigeants du monde se rencontraient pour régler des crises déjà en cours; aujourd'hui, les problèmes auxquels ils font face sont si complexes qu'ils doivent se réunir pour prévenir les crises avant qu'elles n'éclatent. »

Le président américain Gerald Ford, au sommet de 1976 à Porto Rico

Le premier sommet à se dérouler au Canada est celui d'Ottawa, qui s'est tenu près de la capitale, à Montebello au Québec, en 1981. Les questions Nord-Sud - les relations entre les pays développés et les pays en développement - ont retenu l'attention des dirigeants présents à cette rencontre, mais ce sont les grands fléaux économiques qui ont dominé leurs délibérations : inflation, faible croissance, hausse du chômage, déficits des balances des paiements et taux d'intérêt élevés. Ils ont longuement discuté des liens entre le chômage et l'inflation.

Au sommet de Tokyo en 1986, les participants ont convenu qu'il fallait affranchir le commerce mondial de

tiennent régulièrement les ministres et sous-ministres des finances, les gouverneurs des banques centrales et d'autres hauts fonctionnaires. Des consultations ont également lieu au sein d'organismes tels que le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Les questions politiques sont débattues aux Nations Unies et au sein d'autres instances internationales. Les dirigeants esquissent à larges traits les grandes orientations politiques et économiques, qui sont alors précisées et mises en application aux divers échelons de la fonction publique.

certaines des barrières érigées pour protéger les industries nationales. Le Canada a notamment soulevé la question des subventions agricoles dans le contexte de la guerre de prix féroce que se livraient alors les États-Unis et la Communauté européenne et qui perturbait sérieusement le marché mondial des céréales.

Lors du deuxième sommet tenu au Canada, qui a eu lieu à Toronto en 1988, un accord est intervenu pour alléger le fardeau de l'endettement des nations les plus pauvres. Le Canada s'est joint à l'Italie et à l'Allemagne pour militer résolument en faveur d'une concertation accrue des efforts dans la lutte contre des problèmes planétaires comme les précipitations acides et l'appauvrissement de la couche d'ozone.

En 1990, l'ordre du jour était dominé par l'aide à l'Union soviétique, alors en pleine désintégration (voir l'encadré). Les participants ont également tenté de débloquer les négociations commerciales de l'Uruguay Round menées dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (le GATT). Les sommets des années suivantes ont cherché à encourager la reprise économique et à s'attaquer au chômage.

La création d'emplois, la croissance économique, la paix et la sécurité, l'environnement et l'aide aux pays en développement sont au nombre des questions inscrites à l'ordre du jour de la prochaine rencontre des dirigeants des démocraties industrielles les plus puissantes au monde, qui se tiendra à Halifax en juin.

SITE DES SOMMETS

- 1975 - Rambouillet, France
- 1976 - Porto Rico
- 1977 - Londres, Royaume-Uni
- 1978 - Bonn, République fédérale d'Allemagne
- 1979 - Tokyo, Japon
- 1980 - Venise, Italie
- 1981 - Ottawa, Canada
- 1982 - Versailles, France
- 1983 - Williamsburg, É.-U.
- 1984 - Londres, Royaume-Uni
- 1985 - Bonn, République fédérale d'Allemagne
- 1986 - Tokyo, Japon
- 1987 - Venise, Italie
- 1988 - Toronto, Canada
- 1989 - Paris, France
- 1990 - Houston, États-Unis
- 1991 - Londres, Royaume-Uni
- 1992 - Munich, République fédérale d'Allemagne
- 1993 - Tokyo, Japon
- 1994 - Naples, Italie
- 1995 - Halifax, Canada